



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
12 mars 2009  
Français  
Original : espagnol

---

**Deuxième session ordinaire de 2008**

26 mai-5 juin 2009, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**Programmes de pays et questions connexes**

**Projet de document de programme pour l'Équateur  
(2010 -2014)**

**Table des matières**

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction . . . . .	1	2
I. Analyse de la situation . . . . .	2-6	2
II. Coopération antérieure et expérience acquise . . . . .	7-10	3
III. Programme proposé . . . . .	11-15	4
IV. Gestion, supervision et évaluation du Programme . . . . .	16-18	5
<b>Annexes</b>		
I. Cadre de résultats et de ressources pour l'Équateur (2010-2014) . . . . .		7
II. Sigles . . . . .		14



## Introduction

1. Le programme pour l'Équateur repose sur les priorités arrêtées dans le Plan stratégique du PNUD pour 2008-2011, sur les Rapports nationaux sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2010-2014. En consultation avec le Secrétariat national à la planification et au développement (SENPLADES), on a tenu compte dans le Programme des objectifs du plan national de développement 2007-2010 (PND), de la Stratégie nationale du développement humain 2022 et des principes inscrits dans la Constitution de 2008. Le Programme visait particulièrement à l'inclusion sociale et économique, au renforcement des institutions de l'État, à la promotion des droits de l'homme, à l'équité entre les sexes et à la durabilité de l'environnement.

## I. Analyse de la situation

2. Situation politique. L'élection de Rafael Correa à la présidence de l'Équateur en 2006 a marqué un tournant qui traduisait l'appui des citoyens à un changement du système politique. Sa principale proposition a été de convoquer une Assemblée constituante. La nouvelle Constitution, approuvée par référendum en septembre 2008, établit un nouvel ordre institutionnel qui a pour objectif de garantir les droits de l'homme, de donner à l'État un rôle déterminant dans la planification du développement et de l'économie, d'établir un nouvel aménagement du territoire et de définir des mécanismes novateurs de participation citoyenne. La difficulté consiste à assurer la construction consensuelle de cet ordre institutionnel dans un contexte où se maintient la fragmentation politique, ethnique, régional et économique.

3. *Situation socioéconomique.* Le taux moyen de croissance annuelle de 2000 à 2007 a été de 4,6%, ce qui a contribué au redressement des indicateurs sociaux ; toutefois, la réduction de la pauvreté (qui est passée de 52,2% en 1999 à 38,3% en 2006) n'a pas eu pour origine un changement de la structure de production mais faisait suite à des cycles économiques favorables liés au secteur pétrolier et aux envois de fonds effectués par les équatoriens qui avaient émigré massivement après la crise économique de 1999. Depuis le milieu de 2008 on enregistre une baisse de ces envois ainsi que des recettes fiscales. Le Gouvernement s'efforce de trouver une réponse consistant notamment à mieux centrer et à rendre plus rationnels les politiques et les programmes sociaux, en partant d'hypothèses d'une baisse future des ressources budgétaires due à la crise économique.

4. Le coefficient de Gini est passé de 0,563 en 1999 à 0,515 en 2006; toutefois, on continue de relever de profondes inégalités, notamment en matière d'accès au marché du travail et dans les salaires des femmes, des personnes d'ascendance africaine et des indigènes. La réalisation des OMD est entravée par des obstacles liés à l'accès aux services de base et à leur qualité ainsi qu'à l'égalité entre les sexes dans un contexte de profonds écarts territoriaux. Il continue d'exister des zones rurales où la moitié des enfants vivent dans une situation d'extrême pauvreté et où plus de 23 % d'entre eux souffrent de malnutrition chronique. On estime que 51 % des ménages n'ont pas accès à l'eau et que plus de la moitié d'entre eux n'ont pas accès à des services d'assainissement adéquat. S'agissant du VIH/SIDA, le taux

d'infection est passé de 0,9 cas en 1990 à 100 cas pour 100 000 habitants en 2007(deuxième rapport ODM et rapport UNGASS 2006-07)

5. Les populations habitant à la frontière nord du pays vivent une situation complexe et souffrent de vulnérabilités particulières, d'un niveau élevé de pauvreté, de services sociaux de base précaires, de lacunes dans le système judiciaire, d'une gestion des affaires publiques locales qui laisse à désirer et de carences environnementales.

6. *Situation environnementale.* L'Équateur se trouve confronté à des problèmes de durabilité de l'environnement lié à la réduction de son patrimoine naturel et à sa vulnérabilité croissante face aux effets du changement climatique et des catastrophes naturelles. La disparition accélérée de la diversité biologique et la dégradation des ressources en eau et des ressources forestières ainsi que la pollution de l'environnement dans les agglomérations sont des facteurs qui compromettent la durabilité d'un modèle de développement articulé autour de l'exploitation des ressources naturelles et menacent de provoquer l'apparition ultérieure d'un passif écologique et social. La Constitution propose un modèle économique qui fasse suite à l'économie d'extraction et soit fondé sur la durabilité de l'environnement, l'équité et l'inclusion sociale. Le problème consiste à mettre en pratique les principes de la Constitution notamment celui qui fait de la nature un sujet de droit.

## II. Coopération antérieure et expérience acquise

7. L'appui qu'a apporté le PNUD en matière de gouvernance démocratique visait au renforcement des capacités institutionnelles et de l'état de droit. Un soutien a été apporté au rétablissement de la Cour suprême de justice. On a collaboré à l'élaboration de politiques publiques promouvant les droits des populations autochtones et des descendants d'Africains ainsi qu'à l'amélioration de la capacité des institutions et à l'instauration de mécanismes de transparence au niveau national et local. En ce qui concerne la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles, on a aidé à consolider un système intégré et à renforcer la capacité d'intervention en cas d'urgence, dans le cadre de l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations et des Nations Unies.

8. S'agissant de la lutte contre la pauvreté, la coopération a cherché à renforcer les institutions publiques en matière de planification et d'élaboration du programme national de développement fondé sur les OMD. La création du Centre de recherches sociales du Millénaire (CISMIL) a facilité l'élaboration de 2 rapports OMD nationaux et de 8 rapports locaux en plus de la mise en place d'un système d'information pour l'élaboration de stratégies et de politiques publiques. Pour soutenir le Plan décennal d'éducation, on a procédé au Recensement des établissements d'enseignement ainsi qu'à l'application du Système d'évaluation en fonction des résultats qui permet de mesurer la qualité de l'enseignement. Un soutien a été apporté au développement du secteur de la production par l'intermédiaire d'organismes de développement local et en renforçant les moyens de concertation entre le secteur public et le secteur privé. Pour lutter contre le VIH/SIDA, on a renforcé la capacité des institutions chargées d'élaborer des politiques, en coordination avec l'ONUSIDA. On a réalisé un programme de prise en compte multisectorielle des questions de genre qui a permis d'améliorer la réalisation des programmes.

9. Le Programme de développement et paix à la frontière nord (PDP-FN) a aidé à appliquer des politiques publiques visant à assurer le développement et la sécurité des personnes à la frontière nord. Ce Programme et les résultats obtenus à partir de 2006 ont été reconnus dans le cadre d'évaluations externes comme des exemples de promotion réussie d'une coordination interinstitutions et d'un renforcement des capacités nationales. Ces résultats concernaient essentiellement des aspects tels que la coordination stratégique sensible au conflit, la fixation de priorités face aux vulnérabilités et aux effets en chaîne dans le territoire, les mécanismes de dialogue et de planification participative au niveau local et l'application multisectorielle des principes d'égalité entre les sexes.

10. En ce qui concerne la durabilité de l'environnement, le PNUD a soutenu l'intégration transversale de la préservation et de la gestion de la diversité biologique qui revêt une importance mondiale – Galápagos et Parc national Yasuni – dans les programmes de développement national et régionaux. Diverses initiatives communautaires ont été prises pour la préservation de la diversité biologique et la création de moyens de subsistance durable. Ces initiatives, qui venaient s'ajouter à la promotion de mécanismes d'intervention précoce dans les conflits socio-environnementaux, ont été conçues pour assurer une utilisation et une préservation du patrimoine naturel ainsi qu'un accès à ce patrimoine marqués par une plus grande équité et une plus grande participation. Par ailleurs, on a renforcé la capacité nationale et locale d'adaptation aux changements climatiques et l'adoption de nouveaux modèles d'électrification fondés sur des énergies renouvelables.

### **III. Programme proposé**

11. Le Programme 2010-2014 soutiendra la réalisation des objectifs nationaux arrêtés dans le PND, qui repose sur les OMD. Il tiendra compte de la nouvelle Constitution ainsi que de l'expérience acquise et des avantages comparatifs du PNUD, du PNUAD et des possibilités d'établir à des alliances avec d'autres partenaires au développement. Il comportera quatre volets et s'articulera autour de quatre thèmes transversaux que seront l'appui à la conception, l'application et l'évaluation de politiques publiques, le renforcement des capacités, la promotion de la coopération sud-sud et les questions de droits de l'homme, d'égalité entre les sexes et d'interculturalité.

12. *Réduction de la pauvreté et promotion de l'équité et de l'inclusion.* Un appui sera apporté aux politiques publiques visant à réduire les écarts socio-économiques existants et à renforcer la mise en pratique d'un modèle économique équitable sans exclusive, qui assure la participation de la société civile, la création de possibilités de production, la promotion de l'emploi, l'amélioration du niveau et de la qualité de vie et l'extension des services de base, notamment pour les groupes vulnérables. Les capacités locales seront renforcées afin de favoriser le développement territorial, compte tenu des questions de migration et de codéveloppement, dans le cadre d'alliances entre les secteurs public et privé qui soient source d'initiatives productives, novatrices et durables. En plus de soutenir des activités de prévention du VIH/SIDA et de lutte contre ce fléau dans une perspective de développement, on mènera à bien des mesures visant concrètement à répondre aux besoins de la femme.

13. *Gouvernance démocratique.* Une attention prioritaire sera accordée à la réforme et à la modernisation de l'administration publique, à la promotion du débat

en vue de l'élaboration de programmes démocratiques, à l'extension et au renforcement de l'accès à la justice et à la promotion des droits de l'homme ainsi qu'à la gestion des risques et à la rapidité de la remise en état en cas de catastrophe naturelle. Par ailleurs, on soutiendra le développement de la nouvelle structure institutionnelle de l'État et la consolidation des gouvernements locaux en vue de l'élaboration et de l'application d'instruments de planification du développement et d'aménagement du territoire. On mettra sur pied des modules de formation sur les droits de l'homme à l'intention des fonctionnaires du corps judiciaire en plus d'outils permettant aux populations autochtones et aux populations d'ascendance africaine de participer aux politiques publiques et de les suivre.

14. *Développement préventif.* On donnera la priorité à la prévention des conflits, en accordant une attention particulière à une intégration accrue dans les zones frontalières, à la compréhension mutuelle et à la promotion d'une culture de paix, en abordant les problèmes fondamentaux qui se posent dans les domaines de la justice, des droits de l'homme et de la sécurité des citoyens et en accordant une attention particulière aux armes de petit calibre. On mettra tout particulièrement l'accent sur la coordination entre les deux organismes à la frontière nord, en application du programme du PDP-FN, en orientant les interventions vers les points vulnérables et les effets en chaîne des conflits dans cette zone. On renforcera la prise en compte des questions de genre dans les politiques publiques et on s'est forcera de faire davantage participer les femmes aux processus politiques et sociaux.

15. *Aménagement durable et équitable de l'environnement.* On donnera la priorité à la coordination des mesures prises avec les interventions de lutte contre la pauvreté en s'appuyant sur l'accent mis dans la Constitution sur les droits sociaux et les droits de la nature, en mettant en exergue la mise en place d'institutions, l'élaboration de réglementations secondaires et l'aménagement de l'environnement national. On abordera les questions de préservation et d'aménagement équitable et durable de la diversité biologique au moyen d'initiatives communautaires concernant l'utilisation des ressources naturelles et la création de moyens de subsistance durable et la question de l'adaptation aux changements climatiques grâce à une administration intégrée des ressources en eau et à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants; ainsi qu'à la production d'électricité à partir de sources renouvelables dans des lieux revêtant une importance écologique à l'échelle mondiale, et ce en ayant recours à l'expérience et aux meilleures pratiques obtenues grâce à l'intervention du PNUD aux Galápagos.

#### **IV. Gestion, supervision y évaluation du Programme**

16. Le programme sera exécuté en coordination avec le SENPLADES et l'Agence équatorienne de coopération internationale (AGECI). Les volets sectoriels seront exécutés conjointement avec les ministères et les secrétariats compétents ainsi qu'avec les gouvernements locaux et les organisations de la société civile concernées. Le Programme sera exécuté en coordination avec les organismes du système des Nations Unies conformément au PNUAD pour 2010-2014.

17. Le suivi se fera en accord avec le cadre de résultats et de ressources; il sera exécuté par le PNUD avec la participation des homologues gouvernementaux et bénéficiera de la coopération des autres partenaires au processus dont les organismes de la société civile, les instances académiques et d'autres partenaires

locaux et nationaux au développement. Les évaluations seront effectuées par les partenaires susmentionnés, avec l'appui d'évaluateurs extérieurs indépendants et permettront de mesurer le degré d'avancement dans la réalisation des objectifs du Programme. On effectuera des révisions annuelles et, sur la base des vérifications et des recommandations élaborées, on procédera aux ajustements appropriés.

18. Pour la période 2010-2014 on prévoit d'affecter quelque 4,1 millions de dollars des États-Unis prélevés sur les Ressources ordinaires et un montant évalué à 62,5 millions de dollars des États-Unis prélevé sur les Autres ressources, provenant principalement d'autres organismes du système des Nations Unies, de contributions de donateurs et, dans une moindre mesure, du secteur des entreprises. En collaboration avec le Gouvernement, on établira des alliances visant à mobiliser des ressources complémentaires.

## Annexe I

## Cadre de résultats et de ressources pour l'Équateur (2010-2014)

Composante	Résultats escomptés du programme	Produits du programme	Indicateurs, points de référence et cibles	Partenaires	Ressources par objectif (en dollars EU.)
<b>Objectifs nationaux: Objectif 12 du PND. Réformer l'État pour assurer le bien-être collectif; Objectif 10 du PND. Garantir la participation à la vie publique et politique ; Objectif 9 du PND. Garantir l'accès à la justice</b>					
<b>Effet direct 1 de l'PNUAD:</b> À l'horizon 2014, l'État assure une gestion publique efficace, transparente, intégrée et durable et les citoyens ont l'accès voulu et participent. On favorise des politiques d'aménagement du territoire, de décentralisation, de déconcentration, d'équité sociale et d'équité entre les sexes dans le cadre du respect des droits de l'homme.					
Gouvernance démocratique	Les fonctionnaires publics, que ce soit au niveau national ou au niveau des gouvernements autonomes, interviennent dans un cadre de gestion qui améliore la planification et les services et assure le respect des droits tandis que les citoyens participent à l'élaboration des politiques publiques	On met en place des cadres normatifs pour le respect des droits de l'homme ainsi que des processus simplifiés	<b>Indicateurs:</b> Nombre de projets de loi formulés. <b>Point de référence:</b> On a besoin d'élaborer de nouvelles lois. <b>Cible :</b> Cinq projets de loi formulés.	– SENPLADES, – AGECI – Ministère de la justice et des droits de l'homme – Ministère public	<b>Ressources ordinaires :</b> 600 000  <b>Autres :</b> 2.500.000
		Les fonctionnaires et les autorités de l'État améliorent les connaissances et l'application de normes internationales en matière de droits de l'homme dans leurs fonctions.	<b>Indicateurs:</b> Nombre et pourcentage de fonctionnaires qui suivent avec succès les cours; Nombre et pourcentage de plaintes pour viol des droits de l'homme ayant fait l'objet d'une enquête. <b>Point de référence:</b> Faible capacité des fonctionnaires dans le domaine des droits de l'homme. <b>Cible :</b> Augmentation du pourcentage de fonctionnaires formés qui appliquent les normes en matière de droits de l'homme.		
		On met en place des mécanismes et des instruments de participation et de consultation, notamment à l'intention des populations indigènes et d'ascendance africaine.	<b>Indicateurs:</b> Nombre d'instances/mécanismes de participation et de consultation mis en place/renforcés. <b>Point de référence:</b> On n'a pas encore mis en place les conseils nationaux pour l'égalité. <b>Cible :</b> Au moins 2 mécanismes renforcés (populations autochtones et d'ascendance africaine).	– OSC – Partis politiques – Universités – Gouvernements locaux – Conseils pour l'égalité – Conseil participation des citoyens et contrôle social	<b>Ressources ordinaires:</b> 500.000  <b>Autres :</b> 1.500.000
		Les gouvernements autonomes disposent d'instruments pour améliorer leur gestion ainsi que de plans de développement coordonnés.	<b>Indicateurs:</b> Nombre de provinces dotées d'un service de planification qui assure une coordination territoriale et nationale. <b>Point de référence:</b> Les planifications nationale et territoriale ne sont pas harmonisées. <b>Cibles :</b> Dans 4 provinces il existe une planification qui harmonise le niveau territorial et le niveau national.		<b>Ressources ordinaires:</b> 500.000  <b>Autres :</b> 4.000.000
	Le système national décentralisé de gestion du risque est renforcé	Un cadre juridique pour la réduction du risque est élaboré.	<b>Indicateurs:</b> Nombre de propositions de loi et de règlements formulés. <b>Point de référence:</b> Les règles juridiques sont peu viables. <b>Cible :</b> 5 propositions de loi et réglementations formulées	– MCSIE – SENPLADES – Gouvernements locaux – Municipalités	<b>Ressources ordinaires:</b> 400.000  <b>Autres :</b> 6.000.000
		Une stratégie pour la réduction du risque est	<b>Indicateurs:</b> Stratégie nationale formulée. <b>Point de référence:</b> Peu d'instances locales sont dotées d'une		

<i>Composante</i>	<i>Résultats escomptés du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs, points de référence et cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources par objectif (en dollars EU.)</i>
		formulée.	perspective de gestion du risque. <b>Cible</b> : La stratégie est appliquée.		
		Les autorités appliquent des stratégies pour rétablir les moyens de subsistance.	<b>Indicateurs:</b> Proposition de stratégie formulée. <b>Point de référence</b> Les mécanismes en place sont peu efficaces . <b>Cible:</b> La stratégie est appliquée.		

Composante	Résultats escomptés du programme	Produits du programme	Indicateurs, points de référence et cibles	Partenaires	Ressources par objectif (en dollars EU.)
<b>Objectif national : Objectif 5 du PND: favoriser la souveraineté nationale et la paix et favoriser l'intégration latino-américaine</b>					
<b>Effet direct 2 du UNPAF:</b> À l'horizon 2014 les capacités gouvernementales et la participation des citoyens ont été renforcées en garantissant l'exercice des droits dans un contexte de sécurité des personnes, de paix et de développement préventif à la frontière nord, une attention particulière étant accordée aux cantons de la bande frontière					
Développement préventif	Les politiques et les programmes de développement et de sécurité des personnes comportent une approche de prévention des conflits.	Renforcement des capacités, changements dans les attitudes, correction des déficiences dans le domaine de la prévention des conflits et « Avant tout, ne pas faire de mal ».	<b>Indicateur :</b> Nombre de politiques et de programmes qui tiennent compte d'une approche de prévention des conflits, de respect des droits de l'homme et de l'égalité entre les sexes.. <b>Point de référence:</b> Instrument de planification participative à la frontière nord fondé sur des concepts de prévention des conflits, de respect des droits de l'homme et d'égalité entre les sexes. <b>Cible :</b> les politiques et les plans territoriaux provinciaux promeuvent la paix et le développement à la frontière nord et intègrent des approches transversales	– Ministère de la santé publique – Plan Équateur – Autorités locales – ONG – Fédération équatorienne du volontariat – Organismes des Nations Unies	<b>Ressources ordinaires:</b> 159.000 <b>Autres :</b> 4.079.000
	On a amélioré la qualité et la couverture des services, les connaissances en matière de justice et de sécurité des personnes et on a renforcé le respect des droits de l'homme et des femmes.	Un renforcement des services judiciaires, de protection des droits et de sécurité citoyenne.	<b>Indicateur :</b> Nombre de mécanismes judiciaires alternatifs tels que prévus dans la Constitution à la frontière nord. <b>Point de référence:</b> Aucun mécanisme de justice alternative. <b>Cible :</b> 6 mécanismes de justice alternative renforcés		<b>Autres :</b> 8.000 000
	On a promu des politiques et des programmes d'intégration, de compréhension mutuelle et de culture de la paix dans les zones frontières.	Concertation de systèmes de développement frontalier ; exécution de projets sur des thèmes prioritaires dans la ZIF.	<b>Indicateur :</b> Nombre de projets en cours. <b>Point de référence:</b> 15 projets formulés avec des priorités fixées. <b>Cible :</b> Au moins 3.projets prioritaires en cours d'exécution.	– Ministères gouvernementaux – SENPLADES – Plan Équateur, autorités et ONG locales – OIM, OPS/OMS, PAM.	<b>Autres :</b> 5.000 000
<b>Objectif national : Objectif 1 du PND: Favoriser l'égalité, la cohésion et l'intégration sociale ; garantir stabilité et justice dans le travail et mettre en place un système économique solidaire et durable</b>					
<b>Effet direct 3 du PNUAD:</b> À l'horizon 2014, les agents des secteurs public et privé et de la société civile encouragent et exigent un système économique et social solidaire qui favorise l'équité et un niveau de vie adéquat, qui encourage et favorise un travail digne, la compétitivité, l'esprit d'association, l'esprit d'entreprise et une production de qualité, particulièrement dans les secteurs vulnérables.					

<i>Composante</i>	<i>Résultats escomptés du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs, points de référence et cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources par objectif (en dollars EU.)</i>
Lutte contre la pauvreté et l'absence d'équité	Les secteurs public et privé et la société civile promeuvent des politiques visant à atteindre les OMD, en accordant une attention particulière à l'éducation et à l'alimentation et il est créé un système de production solidaire qui favorise le travail digne et un système au sein de l'entreprise qui évite l'exclusion et influe sur les causes et les effets de la migration	Les secteurs public et privé et la société civile favorisent la concertation en vue d'un développement socio-économique qui soit à l'origine d'un travail digne et de nouvelles initiatives.	<b>Indicateurs:</b> Nombre d'organismes chargés du développement et d'autres mécanismes de dialogue renforcés. Nombre d'agents sociaux intervenant dans les mécanismes de dialogue. Nombre de programmes de développement établis. <b>Point de référence:</b> Comité pour le développement territorial et diagnostic de huit organismes. <b>Cible :</b> On a mis en place des mécanismes de dialogue qui fonctionnent au niveau national et territorial.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Gouvernement national</li> <li>– Gouvernements locaux</li> <li>– Coopération internationale</li> <li>– Secteur économique et productif</li> <li>– Société civile</li> <li>– SENAMI</li> <li>– Associations de migrants</li> </ul>	<b>Ressources ordinaires:</b> 700 000  <b>Autres :</b> 4.000 000
		Les instances du secteur social mettent en place des instruments permettant le calcul des coûts, la conception et le suivi des politiques d'inclusion.	<b>Indicateur :</b> Nombre d'instruments de suivi et d'évaluation des effets des programmes d'inclusion économique et sociale. <b>Point de référence:</b> 3 programmes d'inclusion économique de première génération; programmes de deuxième génération en cours de préparation. <b>Cible :</b> Programmes d'inclusion économique et sociale exécutés et micro-entreprises et petites entreprises liées au marché.		<b>Ressources ordinaires:</b> 100 000  <b>Autres :</b> 7.000 000
		Les instances publiques et privées appliquent la méthode d'harmonisation des réseaux territoriaux.	<b>Indicateurs:</b> Mécanismes de concertation nationale et territoriale, instruments permettant de fixer les priorités territoriales, concertation des alliances avec des instances de coopération. <b>Point de référence:</b> Groupes de travail dans 4 provinces. Plans de développement dans 2 provinces. <b>Cibles :</b> 6 groupes provinciaux, 6 instruments de gestion. La coopération n'a pas recours à l'approche ART .		
		Les instances publiques et privées favorisent des stratégies visant à influencer sur les causes et les effets de la migration dans les lieux d'origine et de destination.	<b>Indicateurs:</b> Nombre d'agents qui interviennent dans les causes et les effets de la migration. <b>Point de référence:</b> Plan national des migrations. <b>Cibles :</b> Proposition de stratégie intégrée de fixation et d'harmonisation des priorités fondée sur la méthodologie ART.		
		On améliore la distribution d'aliments dans les écoles et on enseigne aux mères de la communauté à préparer les aliments.	<b>Indicateurs:</b> Module d'optimisation des canaux de distribution des aliments du PAE. Taux net de scolarisation dans l'enseignement de base. Nombre de mères de la communauté formées. <b>Point de référence:</b> 1 300 000 enfants bénéficient du programme. <b>Cible :</b> Module d'optimisation des canaux mis au point et en service. Suivi alimentaire des élèves de l'enseignement initial et de l'enseignement général de base mis en place en 120 à 160 jours pour les deux régimes scolaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ministère de l'éducation</li> <li>– Programme d'alimentation scolaire</li> </ul>	<b>Ressources ordinaires:</b> 185.000  <b>Autres :</b> 5.000 000
	On exécute à l'échelle nationale le Plan stratégique de lutte contre l VIH/SIDA	On dispose du cadre juridique nécessaire à la lutte contre le VIH/SIDA; on renforce la capacité de planification, d'exécution, de	<b>Indicateurs:</b> Nombre de plans provinciaux, nombre de systèmes de suivi et d'évaluation en service ; nombre d'universités et de prisons dotées de programmes ; nombre de groupes d'autosuffisance, de personnes vivant avec le VIH/sida, de femmes, de HSH et de transsexuels qui participent aux observations; Nombre de cas	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Municipalités</li> <li>– Universités</li> <li>– Ministère de la santé</li> </ul>	<b>Ressources ordinaires:</b> 50 000  <b>Autres :</b>

<i>Composante</i>	<i>Résultats escomptés du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs, points de référence et cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources par objectif (en dollars EU.)</i>
	(2007-2015).	suivi et d'évaluation des autorités et des commissions multisectorielles en matière de VIH/SIDA	nouveaux de VIH/SIDA dans les zones intervention du projet. <b>Point de référence:</b> Loi sur le VIH/SIDA axée sur les droits de l'homme approuvée et dotée d'un règlement d'application. <b>Cible:</b> Le pays progresse dans la prévention et la lutte contre l'infection et les caractéristiques de l'épidémie changent.	– Programme national de lutte contre le sida	200 000

Composante	Résultats escomptés du programme	Produits du programme	Indicateurs, points de référence et cibles	Partenaires	Ressources par objectif (en dollars EU.)
<b>Objectif national : Objectif 4 du PND. Promouvoir un environnement sain et durable et garantir l'accès aux ressources en eau, en air et en sols</b>					
<b>Effet direct 4 du PNUAD:</b> À l'horizon 2014, les institutions compétentes et locales promeuvent la durabilité de l'environnement, y compris la préservation de la diversité biologique, l'aménagement intégré des ressources naturelles et la gestion de l'environnement. Les agents sociaux possèdent davantage d'aptitudes et d'instruments pour exercer leur droit à un environnement sain et sûr.					
Aménagement durable et équitable de l'environnement	Réforme des institutions et renforcement de la capacité des autorités et des autres instances compétentes à fixer des priorités et à tenir compte dans le programme national de développement social des questions de conservation, d'accès et d'utilisation durable de la diversité biologique et d'aménagement de l'environnement	Les Ministères du patrimoine naturel, de l'environnement et du développement social ont exécuté un programme commun en faveur du bien-être et des droits de la nature fondé sur la nouvelle constitution.	<b>Indicateur :</b> Initiative commune concernant les synergies positives entre la lutte contre la pauvreté et l'aménagement de l'environnement. <b>Point de référence:</b> Prise en compte dans le PND des relations entre la pauvreté et l'environnement; application de l'approche respectant les droits sociaux et les droits de la nature conformément à la nouvelle constitution. <b>Cible :</b> À l'horizon 2014, les programmes et les projets relatifs à l'initiative commune sont en cours d'exécution.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ministères</li> <li>– Comité de gestion de la réserve de la biosphère du Yasuni (RBY)</li> <li>– Gouvernements de la RBY</li> <li>– Organisations de communautés de base et privées</li> <li>– Organismes des Nations Unies</li> <li>– ONG</li> <li>– Donateurs bilatéraux</li> </ul>	<b>Ressources ordinaires:</b> 600 000 <b>Autres :</b> 2.000 000
		On applique la stratégie de durabilité financière du système national des zones protégées et ses mécanismes.	<b>Indicateur:</b> Nombre de mécanismes de durabilité financière conçus, convenus avec la participation des intéressés et mise en pratique. <b>Point de référence:</b> L'Équateur dispose d'une étude sur les besoins de financement du système national des zones protégées et une stratégie financière a été élaboré. <b>Cible :</b> À l'horizon 2014 les besoins intégrés de financement de 3 zones protégées ont été satisfaits.		<b>Ressources ordinaires:</b> 100 000 <b>Autres :</b> 7.150 000
		Conjointement avec le PPS, on promeut des initiatives communautaires d'aménagement durable de la diversité biologique en Équateur.	<b>Indicateur:</b> Nombre de projets communautaires sur la gestion de la diversité biologique exécutés. <b>Point de référence:</b> 40 communautés du pays ne procèdent pas à un aménagement se durable de leur diversité biologique. <b>Cible :</b> À l'horizon 2014 on a exécuté 40 initiatives communautaires d'aménagement de la diversité biologique.		<b>Ressources ordinaires:</b> 50 000 <b>Autres :</b> 1.550 000
	Les autorités et d'autres instances ont été dotées de plus grandes aptitudes à élaborer des interventions d'adaptation/atténuation face aux changements climatiques et à trouver des sources d'énergie renouvelables et à promouvoir	Les plans nationaux et locaux de développement prennent en compte les stratégies, les plans et les projets d'adaptation aux changements climatiques.	<b>Indicateur:</b> Initiative diffusée au niveau national et international. <b>Point de référence:</b> Initiative en vue de l'adaptation à un processus de réélaboration qui a respecté des engagements initiaux conditionnés. <b>Cible :</b> Pour 2010, l'initiative a été entérinée par l'État.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– SENPLADES</li> <li>– MEER</li> <li>– MAE</li> <li>– Autorités provinciales et cantonales</li> </ul>	<b>Ressources ordinaires:</b> 200 000 <b>Autres :</b> 4.550 000
		Le Secrétariat national à la planification et le Ministère de l'électrification disposent de davantage de moyens pour planifier le développement énergétique du pays	<b>Indicateur:</b> Diagnostics et objectifs de la structure énergétique du pays. <b>Point de référence:</b> La structure et le programme énergétiques n'ont pas été harmonisés avec les thèmes énergétiques énoncés dans le PND. <b>Cible :</b> À l'horizon 2014, on a convenu de la planification énergétique et on l'a unifiée. La structure énergétique englobe les		

<i>Composante</i>	<i>Résultats escomptés du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs, points de référence et cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources par objectif (en dollars EU.)</i>
	l'efficacité énergétique		sources d'énergie nouvelles et renouvelables.		

## Annexe II

### Sigles

AGECI	Agence équatorienne de coopération internationale
ART	Harmonisation des réseaux thématiques et territoriaux
CAN	Communauté andine des Nations
CISMIL	Centre de recherches sociales du Millénaire
CODAE	Société de développement afroéquatorien
CONAMU	Conseil national de la femme
CONDEPE	Conseil pour le développement des nationalités et des peuples de l'Équateur
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
HSH	Hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes
INEC	Institut national de statistiques et de recensement
INNFA	Institut national pour l'enfance et la famille
MAE	Ministère de l'environnement d'Équateur
MCSIE	Ministère de la coordination de la sécurité interne et externe
MEER	Ministère de l'électricité et des énergies renouvelables
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OPS/OMS	Organisation panaméricaine de la santé /Organisation mondiale de la santé
PAE	Programme d'alimentation scolaire
PDP-FN	Programme Développement et paix à la frontière nord
PAM	Programme alimentaire mondial
PND	Plan national de développement
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPS	Programme de petites subventions
PVVS	Personnes vivant avec le VIH/SIDA
RBV	Réserve de la biosphère du Yasuní
SENAMI	Secrétariat national du migrant
SENPLADES	Secrétariat national à la planification et au développement
SIISE	Système intégré d'indicateurs sociaux de l'Équateur
SNAP	Système national de zones protégées
SNDGR	Système national décentralisé de gestion du risque
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome de l'immunodéficience acquise
ZIF	Zone d'intégration frontalière